

DES ACTIONS EN PARTENARIAT

Dans les pays du Sud

41

Dans l'outre-mer tropical français

44

En France métropolitaine

46

DANS LES PAYS DU SUD

L'Institut s'est employé à consolider son ancrage européen, à approfondir ses partenariats au Sud et à développer sa présence institutionnelle dans le dispositif de recherche français. Au plan multilatéral, il a opéré une relance et donné une meilleure visibilité à ses collaborations sur la recherche agricole, avec le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale et les centres de recherche qui en dépendent ainsi qu'avec les organisations internationales du système des Nations unies dans les domaines de l'alimentation et l'agriculture, de la météorologie, de l'éducation, de la science et la culture et de la santé.

Une part importante a été prise par l'IRD dans une réflexion française sur l'aide publique au développement au sein du Haut Conseil de la coopération internationale et du Comité interministériel de la coopération internationale et du développement.

Parmi les actions marquantes de l'année au plan international, l'IRD a notamment co-organisé avec le Cirad et le Cemagref les réunions de concertation avec l'Institut international de recherche sur le riz et l'Institut international de gestion des ressources en eau pour redéfinir les principes et conditions de collaboration entre les équipes de recherche conjointes. L'IRD a conduit la délégation française à la conférence pour le lancement de l'Année internationale sur le riz organisée par la FAO. Avec l'Organisation météorologique mondiale, la collaboration a concerné la poursuite de la coordination de la composante pour la Méditerranée et, surtout, l'assistance technique aux programmes transfrontaliers sur les fleuves Niger et Volta, du programme Whycos (World Hydrological Cycle Observing System). L'Institut s'est également employé à renforcer l'institutionnalisation de sa collaboration avec l'OMS par le renouvellement de l'accord-cadre signé par la France avec cette organisation.



Le sommet des chefs d'état francophones à Ouagadougou

Au cours de ce sommet, une journée scientifique sur le thème « Population, santé, développement durable en Afrique subsaharienne » a été organisée par l'IRD, l'Agence universitaire de la francophonie, le Centre Muraz du Burkina Faso et l'Unité de recherche démographique de l'université de Ouagadougou. Cette journée a permis d'aborder les transitions démographiques et sanitaires et de souligner l'importance du développement urbain dans les processus économiques, sociaux et sanitaires en cours. Ce sommet fut également l'occasion de faire le point des connaissances sur l'épidémie de sida, le paludisme et la mortalité maternelle et infantile en Afrique et d'effectuer une revue critique des objectifs du Millénaire pour le développement.



Afrique subsaharienne et océan Indien

L'IRD a recherché d'une part un positionnement plus équilibré entre les zones francophones et anglophones de l'Afrique, et, d'autre part, une ouverture sur la zone lusophone qui comprend le Mozambique et la Guinée-Bissau. Les premières étapes du futur plan d'action IRD/Cirad se sont concrétisées par l'installation d'un site commun au Cameroun et des projets de représentation commune au Kenya et en Afrique du Sud. Enfin, les partenariats ont été resserrés notamment par la signature d'un accord-cadre avec le gouvernement du Bénin dans le domaine de la santé et du programme AMMA, et les réunions de concertation tenues avec le Cameroun et Madagascar.

Au Sénégal, le programme *European and Developing Consortium Chemical Trial Partnership*, concernant la mise au point de nouveaux produits médicaux, de microbicides et de vaccins destinés à la lutte contre le sida, le paludisme et la tuberculose, a été lancé en février. Parallèlement, la collaboration entre l'Agence nationale de recherche sur le sida, le Centre hospitalier de Fann et l'IRD a permis la construction d'un centre de recherche clinique sur le sida. Enfin, le nombre d'affectations de chercheurs dans les organismes partenaires de l'Institut a été augmenté, en particulier à l'université Cheikh Anta Diop de Dakar.

Au Burkina Faso, la problématique de l'eau pour un développement durable a été abordée à l'occasion du sixième Forum national de la recherche scientifique et de l'innovation technologique.

Les actions de l'IRD au Mali ont été renforcées par l'arrivée de plusieurs hydrologues dans le cadre du Fonds de solidarité prioritaire « fleuve Niger » et d'une équipe du programme AMMA. Par ailleurs, l'expertise collégiale « quel avenir pour le fleuve Niger ? » se poursuit conjointement avec l'Institut d'économie rurale. En Afrique du Sud, l'année a été marquée par le démarrage du programme Nepad (Nouvelle économie pour l'Afrique et



le développement) pour lequel l'IRD a été désigné par le ministère des Affaires étrangères comme ensemble de l'offre de recherche française pour les sciences et technologies de l'eau en Afrique.

Pays méditerranéens

Le Maghreb a bénéficié d'un renforcement important notamment en Algérie, au Maroc et en Tunisie.

En Algérie, le partenariat amorcé en 2003 a été conforté avec la signature d'accords-cadres et de conventions avec l'Agence nationale des ressources hydrauliques et le Centre national de recherche appliquée en génie parasismique. À la demande du ministère algérien de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, une mission sur l'évolution du système d'évaluation de la recherche en Algérie a été confiée à l'IRD, au CNRS et à l'Inserm.

En Tunisie, la cinquième réunion de concertation avec le secrétariat d'État à la Recherche scientifique et à la Technologie a permis d'aborder des collaborations dans les domaines de la pédologie, des sciences de l'eau, des biotechnologies, de la santé et des sciences humaines et sociales. La dimension euro-méditerranéenne du partenariat avec la Tunisie et la création de structures pérennes, associant l'IRD et les institutions tunisiennes, ont été abordées à cette occasion.

En Égypte, les recherches se poursuivent en sciences sociales et en virologie appliquée. Au Liban, les programmes ont été renforcés et, en Syrie, un nouvel accord a été signé avec l'Arab Center for the studies of Arid zones and Dry lands.



Deuxième colloque sur la coopération scientifique franco-marocaine

Organisé par l'ambassade de France, le ministère marocain de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Formation des cadres et de la Recherche scientifique, ce colloque a réuni de nombreux représentants de la recherche française. Il a porté, entre autres, sur l'intégration du Maroc dans l'Europe de la Connaissance, sur les écoles doctorales et sur le renouvellement des modalités de coopération, qui passe notamment par la mise en œuvre de la convention sur le développement durable signée en 2004 entre les ministères marocains de l'Éducation nationale et de la Recherche, le ministère de l'Agriculture et le Cemagref, le Cirad, l'Inra et l'IRD.



© IRD/B. de Merona

Amérique latine

Les activités de l'IRD ont été consacrées par la commémoration de trente ans de présence de l'Institut en **Équateur**. La signature de nombreux accords et conventions en **Argentine**, en **Colombie**, au **Mexique** et au **Pérou**, ainsi que l'organisation d'un colloque important sur le recul des glaciers à Huaraz ont traduit la vitalité de l'Institut dans cette région.

Au **Brésil**, le programme d'hydrologie et de géochimie du bassin Amazonien a vu sa dimension régionale renforcée (Bolivie, Pérou, Équateur). En Amazonie, une étude de la biodiversité et de la gestion durable des ressources naturelles a démarré en coopération avec le Cirad et des partenaires brésiliens, et avec le soutien de l'Institut français de la biodiversité. Dans le domaine de la santé, un accord a été signé avec la Fondation Oswaldo Cruz pour la fabrication d'un médicament, la quinoléine synthétique, efficace contre la leishmaniose et le virus de la leucémie lymphoïde T de l'adulte.

En **Bolivie**, les programmes ont été renforcés notamment en santé, en écologie/santé et en glaciologie, d'autres ont débuté en sciences humaines. Avec l'ambassade de France et l'Institut français d'études andines, un cycle de conférences scientifiques a été organisé et un centre de documentation commun ouvert.

Au **Chili**, une coopération s'est mise en place dans le domaine de la géologie environnementale avec l'université du Chili et le Service national de géologie et des mines. Des programmes de recherche se sont développés en océanographie physique et en sciences humaines et sociales. L'IRD a également contribué à l'insertion de jeunes chercheurs chiliens dans des institutions publiques de recherche comme enseignants-chercheurs.



Asie/Pacifique

Les activités scientifiques menées par l'Institut en Asie se sont poursuivies, avec un accent particulier sur la **Thaïlande**, où le partenariat s'est renforcée avec la signature de deux accords de coopération pour l'étude des maladies virales émergentes et la gestion des rizières affectées par la salinité. La coopération franco-thaïlandaise en matière de recherche a pris une nouvelle orientation, avec la mise en place d'un système d'appels à projets correspondant à des thèmes ciblés. Le 26 décembre, un séisme d'amplitude 9 sur l'échelle de Richter intervenu à proximité de la pointe nord-ouest de Sumatra a déclenché un tsunami dévastateur pour plusieurs pays de l'océan Indien et particulièrement pour l'**Indonésie**, la **Thaïlande** et le **Sri Lanka**. Cette catastrophe a immédiatement mobilisé l'Institut, qui participera de manière soutenue et en fonction de ses compétences à l'effort de reconstruction mené à l'initiative des partenaires locaux.



Une ouverture sur l'**Ouzbékistan** s'est concrétisée dans le domaine des sciences sociales par la signature d'une convention avec l'Institut français d'études sur l'Asie centrale. En Inde, le renforcement et la pérennisation de la collaboration avec l'Institut indien des sciences de Bangalore ont été officialisés dans le domaine des sciences de l'eau. Au **Viêt-Nam** et au **Laos**, deux accords-cadres ont été renouvelés avec l'Académie vietnamienne des sciences et de la technologie et avec l'université nationale du Laos.

Une réflexion s'est engagée sur l'élargissement de la coopération avec la **Chine** dans le domaine des sciences sociales, avec une ouverture à d'autres thèmes.

En ce qui concerne la zone **Pacifique**, un protocole d'accord franco-australien pour l'agriculture et l'environnement terrestre a été signé ; il implique le Cemagref, le Cirad, le CNRS, l'Inra, l'IRD et deux institutions australiennes.

Contact : dri@paris.ird.fr



Coopération avec l'Union européenne

La diversification des actions entreprises dès 1989 par l'IRD avec la Commission européenne s'est poursuivie et amplifiée. À mi-parcours du sixième programme cadre (2002-2006), l'Institut s'est mobilisé pour participer à sept projets concernant les domaines prioritaires du programme, qui se rapportent à l'eau (Aquastrass), la santé (Shiva), aux maladies émergentes liées aux changements climatiques (Eden), aux écosystèmes marins (Eur-Oceans), au climat (Amma) et à la désertification (Desurvey). Le programme de coopération internationale de la direction générale de la recherche reste une priorité pour l'IRD. Lors du premier appel à propositions, douze projets impliquant l'Institut ont été retenus sur des thèmes liés au patrimoine culturel, à la santé, au changement climatique, à l'environnement, au développement durable et à la coordination internationale, ainsi que trois actions de soutien spécifiques en appui à la stratégie de coopération euro-méditerranéenne (Estime, Asbimed, Euro-Medanet). L'Institut entretient également des relations avec plusieurs directions générales de la Commission européenne, notamment à travers le Fonds européen de développement régional et d'autres instances européennes, tels que le Centre commun de recherche à Ispra et à Séville, et l'Office statistique des Communautés européennes. L'IRD participe aussi au Groupement européen d'intérêt économique European Consortium on Agricultural Research in the Tropics, relatif à la recherche agronomique tropicale.

L'IRD à Bruxelles

Dans le cadre du renforcement de son ancrage européen, l'Institut a nommé un représentant à Bruxelles. Au moment où se prépare le 7^e PCRD, cette représentation intervient au sein du Club des organismes de recherche associés (Clora), qui regroupe les établissements de recherche français présents à Bruxelles, et dont l'IRD assume la présidence en 2005.



Les coraux de Nouvelle-Calédonie : une mine d'informations

Les récifs coralliens apportent des informations essentielles pour reconstituer l'évolution du climat en milieu tropical, et plus particulièrement les modalités de la dernière déglaciation. Dans le Pacifique Sud-Ouest, une étude menée avec des chercheurs australiens et américains, et portant sur l'analyse des températures et des salinités de surface de la mer d'un corail *Diploastrea* du Vanuatu a montré notamment que la zone de convergence Sud Pacifique était absente de l'épisode de refroidissement de l'hémisphère nord il y a 12 000 ans. À une autre échelle, un programme de l'Institut national des sciences de l'Université de la Nouvelle-Calédonie a démontré que la barrière de Nouvelle-Calédonie s'est édiflée par empilement successif de récifs pendant les dernières périodes interglaciaires, sous le contrôle des variations des niveaux marins et de l'enfoncement continu des marges océaniques. Le dernier épisode interglaciaire, qui fut le plus productif en carbonate, présente les plus fortes similitudes avec notre climat actuel. Par ailleurs, l'analyse des coraux permet de reconstituer le phénomène ENSO (*El Niño*, *La Niña*) dans le Pacifique Sud-Ouest et central à diverses échelles de temps.

Contact : Guy.Cabioch@noumea.ird.nc

DANS L'OUTRE-MER TROPICAL FRANÇAIS

L'IRD est présent dans l'outre-mer tropical français depuis 1946, en Nouvelle-Calédonie et en Guyane, mais aussi en Martinique, à la Réunion et en Polynésie française. Plus de 60 chercheurs et 120 ingénieurs et techniciens travaillent dans cet ensemble qui représente 12,3 % des moyens de fonctionnement de l'Institut. Par ailleurs, face à l'importance et à la diversité des problématiques auxquelles la recherche outre-mer est confrontée, plusieurs organismes (le Cirad, l'Ifremer, l'Inra, l'IRD, et plus récemment le Brgm et le Cemagref) développent avec les 1 200 agents en poste, une démarche concertée pour mieux y répondre.

Nouvelle-Calédonie et Polynésie

Les assises de la recherche française dans le Pacifique, qui se sont déroulées à Nouméa en août, ont permis de présenter le bilan des études menées en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, à Wallis et Futuna et dans les États voisins, et d'élaborer les futures orientations de recherches communes. Les échanges concernant la biodiversité, la gestion des ressources naturelles, l'évaluation des risques géologiques, les rapports entre savoirs traditionnels et médecine moderne, ont préfiguré le renforcement des collaborations scientifiques régionales. Le ministre délégué de la Recherche, François d'Aubert, a annoncé la création d'un centre national de recherche technologique « nickel et environnement » en Nouvelle-Calédonie en partenariat avec les opérateurs miniers. En outre, Le développement des deux universités, de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française, a été envisagé.

Instauré en 2000, le schéma d'aménagement et de gestion des eaux des îles Loyauté s'est achevé. Ce projet, qui a associé l'IRD, l'université de la Nouvelle-Calédonie, l'université d'Orléans et les provinces, en particulier la Province des îles, a permis d'étudier les questions liées à la santé des populations consommatrices, à la préservation des ressources en eau, et à la gestion de la biodiversité du groupe d'îles. Par ailleurs, à la demande des collectivités, représentées par le gouvernement et les provinces de la Nouvelle-Calédonie, une expertise collégiale sur les espèces envahissantes a été initiée.



© CIRAD/Jean-José Banidol

Dans le domaine de l'agriculture les recherches se poursuivent, avec notamment, la finalisation d'un accord-cadre entre l'IRD et l'Institut agronomique néo-calédonien. En ce qui concerne les impacts du changement climatique global, les bases de nouvelles collaborations entre START-Océania (Global Change System for Analysis, Research and Training) et l'IRD ont été posées, notamment pour le suivi du phénomène El Niño.

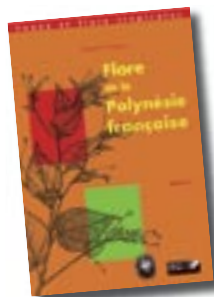
Dans la zone Pacifique, l'inventaire du patrimoine végétal a connu une avancée substantielle en 2004, avec la publication par l'IRD d'un second volume consacré à la flore polynésienne.

Répondant à l'impulsion donnée par le ministère de la Recherche dans le cadre du Contrat de développement État-territoire, une plate-forme technologique, associant l'Université, le Cirad et l'IRD à des entreprises intervenant dans l'agroalimentaire et la cosmétique, a été mise en place en Polynésie française pour valoriser les substances végétales et marines issues du patrimoine naturel local.

Une réunion internationale consacrée à la modélisation de la circulation lagunaire en milieu d'atoll corallien s'est tenue à l'IRD Tahiti et à l'initiative de l'unité de recherche CoRéUs, notamment pour une meilleure gestion de l'huître perlière dans les atolls du Pacifique.

Dans le domaine de l'halieutique, une station de réception de données spatiales a été mise en service. Le Service de la pêche dispose ainsi de la capacité d'observation directe et en temps réel des satellites à large champ spatial et spectral. Elle est à la fois un outil d'observation du paysage océanique de la Zone économique exclusive polynésienne - plus de 5 millions de km² - et un dispositif d'aide à la gestion des ressources halieutiques.





Guyane

En Guyane, le septième colloque international ECOLAB a permis de faire état des avancées scientifiques sur des thématiques liées au développement de la région nord-amazonienne. Ce réseau regroupe des chercheurs français et brésiliens, des partenaires politiques et associatifs et des représentants de communautés, autour de thèmes transversaux portant sur les milieux physiques, biologiques et sociaux soumis à l'influence de l'Amazonie. L'Association pour l'étude et le développement des plantes aromatiques et médicinales a réuni des producteurs, des pharmaciens, des chercheurs, des juristes, des élus et des associations dans le cadre d'une rencontre internationale. Par ailleurs, une séance de restitution a ponctué la fin de l'expertise collégiale *La dengue dans les départements français d'Amérique*.

Martinique-Caraïbe

Le Pôle de recherche agronomique de la Martinique, qui regroupe le Cemagref, le Cirad, l'Inra et l'IRD, accueille un laboratoire en nématologie. Les travaux de cette plate-forme de recherche et d'expertise ont porté sur la recherche de méthodes alternatives à l'utilisation des pesticides en agriculture tropicale, et notamment la mise en évidence de sources de résistance aux nématodes sur des bananiers issus de culture *in vitro*.

En pédologie, le laboratoire s'est renouvelé avec l'arrivée de deux chercheurs et la mise en place de nouvelles techniques de mesures de la matière organique des sols. Par ailleurs, les Cahiers du Pôle de recherche agronomique de la Martinique rassemblent les principaux résultats d'un programme coordonné par l'IRD avec le soutien du ministère de l'Écologie et du Développement durable, pour identifier des modes de gestion des sols susceptibles de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Concernant le créole, les opérations soutenues par le conseil régional de la Martinique et le ministère de l'Outre-Mer se poursuivent. En anthropologie, trois étudiants encadrés par un chercheur de l'IRD préparent des thèses sur les Antilles françaises.

Les relations avec l'université des Antilles et de la Guyane se sont consolidées avec la participation à des enseignements, l'accueil et l'encadrement d'étudiants dans les domaines de l'anthropologie, la linguistique, la pédologie, l'halieutique et l'entomologie médicale.

Les expertises collégiales *L'agriculture biologique en Martinique* et *La dengue dans les départements français d'Amérique* ont été remises à leurs commanditaires. Les conclusions d'une expertise sur l'érosion et la revégétalisation de la presqu'île de la Caravelle, commandée par le parc naturel régional de la Martinique, ont donné lieu à une table ronde.

La Réunion

Le projet *Télé-détection et d'étude des modes d'occupation des sols*, initié par le Cirad, l'IRD, la Région Réunion et les cinq établissements publics intercommunaux de l'île, a permis, à partir du traitement d'images satellitaires SPOT, la construction de cartes d'occupation des sols de l'île, utiles à la gestion concrète des espaces agricoles et urbains. Une opération du CNES, qui consiste à mettre gratuitement à disposition des chercheurs les images satellites de la Réunion pour promouvoir l'usage de la télédétection, a rendu possible l'élaboration du projet.

Contact : dom@paris.ird.fr



© IRD/C. Parel



EN FRANCE MÉTROPOLITAINE

Montpellier

Centre de biologie et de gestion des populations - INRA : 12
 Cemagref : 7
 Cirad - LPCR : 3
 INRA - Ensam - Sciences du sol : 11
 Laboratoire matière organique des sols tropicaux : 6
 Laboratoire symbioses tropicales / méditerranéennes (Lstm) : 8
 École nationale du génie rural (Engref) : 4
 Centre écologie fonctionnelle évolutive/Cnrs (Cefe) : 4
 Agropolis : 1
 Institut Bouisson-département maladies infectieuses : 3
 Laboratoire commun Ird/Imvt-Cirad : 7
 Parc scientifique Agropolis II. Unité de service 018 IRD : 1
Université Montpellier I : 1
Université Montpellier II
 Labo. génomes et populations : 1
 Déterminisme et conséquences des efflorescences algales : 1
 Maison des sciences de l'eau : 20

Saint-Christol-lès-Alès

Laboratoire de pathologie comparée - Inra - Université : 1

Paris

École des hautes études en sciences sociales

Centre d'études africaines : 6
 Centre de recherche Brésil contemporain : 1
 Centre d'études Inde et Asie du Sud : 1

Muséum

Département hommes, nature, société : 6
 Département de systématique et évolution : 3
 Laboratoire de minéralogie : 1
 Laboratoire de phanérogamie : 1
 Laboratoire d'ichtyologie : 3
 Laboratoire d'océanographie physique : 1
 Laboratoire d'entomologie : 3

Universités

Paris I

Institut d'étude du développement économique et social (Iedes) : 2

Paris V

Laboratoire de parasitologie : 6

Paris VI

Laboratoire de minéralogie cristallographie : 3
 Laboratoire Lodyc : 13
 Unité mixte Sisyphé : 1
 Institut santé-développement (isd) : 3

Paris X

Laboratoire géotropiques, Nanterre : 2
 Cered : 2

Paris XI

Laboratoire écologie végétale, Orsay : 1
 Institut biologie animale Cnrs - Orsay : 1
 Laboratoire populations, génétique et évolution-Ird/Cnrs. Gif-sur-Yvette : 6
 Faculté de pharmacie - Chatenay Malabry : 1

CNRS

Centre d'études des langues indigènes d'Amérique (Celia) : 2
 Lacito UPR 3121 - Villejuif : 1
 Préhistoire et technologie - Meudon : 1
 Siège CNRS - Délégation à l'information et à la communication : 1
 Centre population et développement (CEPED) - Nogent : 5
 Laboratoire sciences du climat et environnement. Gif-sur-Yvette : 1

École normale supérieure : 1

Université de Versailles Saint-Quentin
 C3ED : 4

Autres

GIS/Dial : 11
 Agence nationale de recherche sur le sida (Anrs) : 1
 Centre de recherches de l'Amérique latine : 1
 Cirad : 1
 Ministère de la recherche : 1

Marseille

Université de Provence - Aix - Marseille I

Laboratoire population - environnement - développement : 13
 Groupement de recherche en économie quantitative Aix-Marseille : 1
 Institut des études africaines : 5

Université de Méditerranée - Aix - Marseille II

Centre océanologique de Marseille : 7
 Centre de formation et de recherche en médecine tropicale : 1
 Laboratoire de microbiologie (Baim) : 18
 Laboratoire de médecine tropicale : 1

Université Aix-Marseille III

Cerège : 2
 Centre d'analyse et de mathématique sociale (Cams) : 1

Sète

Centre de recherche halieutique méditerranéenne : 29

Toulouse

Centre d'étude spatiale de la biosphère (Cesbio) : 4
 Groupement de recherche Géodésique spatial : 1

Université Paul Sabatier Toulouse 3

Laboratoire d'hydrobiologie : 1
 Laboratoire des mécanismes de transferts en géologie (Lmtg) : 13
 Laboratoire de pharmacochimie des substances naturelles et pharmacophores Redox : 4

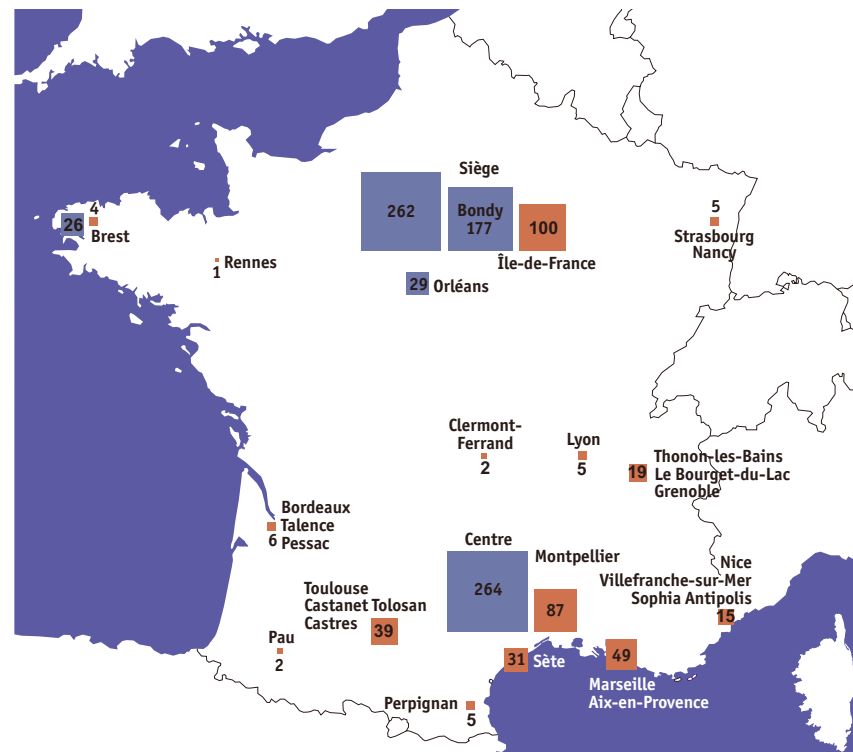
GIP Mercator Océan Toulouse - Interventions à la mer et observatoire océanique : 1

Pierre Fabre Médicaments - Unité mixte de recherche 1973.
 Medias France/CNES : 2

Laboratoire d'études en géophysique et océanographie spatiales (Legos) : 12

Nice/Villefranche-sur-Mer/Sophia Antipolis

Observatoire océanographique - UMR Geosciences Azur : 15



au 31/12/04

Centre IRD Hors Centres IRD 87 Effectifs titulaires

Grenoble

Université Joseph Fourier Grenoble 1

Laboratoire d'études des transferts en hydrologie et environnement (Lthe) : 9
 Laboratoire de glaciologie et de géophysique de l'environnement (LGGE) : 2

Laboratoire de géophysique interne tectonophysique (Lgit) : 4

Université de Savoie - Le Bourget-du-Lac

Laboratoire de géophysique interne tectonophysique (Lgit) : 5

Thonon

Inra - Station d'hydrobiologie lacustre : 1

Bordeaux/Pessac

CNRS - Maison des Suds : 5

Université Montesquieu - Bordeaux 4

Centre d'économie du développement : 1

Perpignan

Université de Perpignan

Écosystémique des communautés récifales et de leurs usages : 3
 Génomique appliquée au riz : 2

Lyon

Université Claude Bernard - Lyon I

Laboratoire écologie microbiologie : 2
 Écologie des hydrosystèmes : 3

Strasbourg

Université Louis Pasteur - Strasbourg I

Institut de physique du globe : 2
 Faculté de géographie : 1
 Centre de géochimie de la surface : 1

Nancy

CNRS/Centre de recherches pétrographiques et géochimiques : 1

Clermont-Ferrand

Université Blaise Pascal - Laboratoire magmas et volcans : 2

Brest

Ifremer : 4

Rennes

Inra : 1

Le Havre

Station de météorologie océanique : 1

Pau

Université de Pau et des pays de l'Adour.
 Institut de recherche sur les sociétés et l'aménagement : 2



Une modernisation de l'établissement dans un cadre national renouvelé

En 2004, le renouvellement des unités de l'Institut pour une recréation a été examiné par les instances scientifiques. Le dispositif validé est de 83 unités.

L'Institut a poursuivi le renforcement de ses liens partenariaux avec les établissements d'enseignement supérieur et de recherche, grâce à ses 26 unités mixtes avec des universités ou d'autres établissements français de recherche et d'enseignement supérieur, aux Instituts fédératifs de recherche (IFR), aux GIS, GIP, GIE, et aux programmes nationaux.

Dans la nouvelle présentation budgétaire de la Loi organique relative aux lois de finances (LOLF), l'IRD relève de la mission interministérielle « recherche et enseignement supérieur universitaire » et, au sein de celle-ci, du programme 4 intitulé « recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources ». Ce programme dont l'objectif est notamment de contribuer au développement du Sud par le partenariat scientifique et technologique, rassemble aussi le Brgm, le Cemagref, le Cirad, l'Ifremer et l'Inra.

Le nouveau cadre budgétaire et comptable (NCBC) renforce la cohérence entre la présentation budgétaire et celle des activités de recherche de l'IRD. Six thèmes structurent l'activité : Aléas environnementaux et sécurité des populations ; Gestion durable des écosystèmes ; Ressources et usages des eaux continentales et côtières ; Sécurité alimentaire ; Santé au Sud : épidémies, maladies endémiques et émergentes, systèmes de santé ; Enjeux économiques, sociaux, identitaires et dynamiques spatiales au Sud. Ainsi, l'IRD aura été le premier établissement public scientifique et technique à mettre en place cette nouvelle comptabilité.



Les unités mixtes de recherche

La dynamique concernant la création d'unités mixtes de recherche avec les partenaires français s'est poursuivie avec notamment le renouvellement de 5 UMR : Géosciences Azur à Nice ; le Laboratoire population-environnement-développement (LPED) à Marseille ; Centre européen de recherche et d'enseignement de géosciences de l'environnement (CEREGE) à Aix-en-Provence ; le Laboratoire magmas et volcans à Clermont-Ferrand ; et Génomique et évolution des maladies infectieuses (GEMI) à Toulouse.

Les Instituts fédératifs de recherche

Les Instituts fédératifs de recherche auxquels appartient l'Institut sont les suivants : Biodiversité continentale méditerranéenne et tropicale ; Institut languedocien de recherche sur l'eau et l'environnement (ILEE) ; Fonctionnement et gestion des écosystèmes continentaux, terrestres naturels et cultivés, méditerranéens et tropicaux (ECOSYSTEM) ; Génomique et biologie intégrative des plantes (CBIP) ; Arnaud Sabatier : Écosystèmes aquatiques : anthropisation, fonctionnement et productions ; Écologie fondamentale appliquée Biotechnologie agro-industrielle (IBAIM) ; Environnement et gestion de l'espace régional (EGER) ; Biologie cellulaire et processus infectieux ; Sciences humaines, économiques et sociales de la santé d'Aix-Marseille.

Les conventions de coopération

Avec 126 conventions de recherche actives, l'IRD est associé à de nombreux programmes communs ou des actions de soutien et formation dans la zone Afrique-Méditerranée, l'Amérique, l'outre-mer tropical français, et l'Asie. Parmi les 84 conventions de recherche finalisées en 2004, 26 ont été signées avec un organisme de recherche ou d'enseignement français.

GIS, GIP, GDR, programmes nationaux et régionaux

L'IRD s'implique activement dans les associations de la communauté scientifique française que sont les Groupements d'intérêt scientifique (GIS), public (GIP) ou économique (GIE), les Groupements de recherche (GDR) et les programmes pluridisciplinaires régionaux et nationaux.

Groupements d'intérêt scientifique

GIS	Ceped : Relations entre la population et le développement
GIS	Sol : gestion patrimoniale et durable des sols
GIS	Sciences de l'eau
GIS	Curare : Centre universitaire de réflexion pour une agence des risques environnementaux
GIS	BRG : Bureau des ressources génétiques
GIS	Sylvolab
GIS	Institut français de la biodiversité
GIS	Géoplante recherche
GIS	Estet : Environnements-Sciences de la Terre, de l'eau et des territoires
GIS	Pisciculture tropicale et méditerranéenne
GIS	PCSI : Programme commun systèmes irrigués
GIS	Amérique latine
GIS	Génopôle
GIS	Cyanobactéries (GRISCYA)

Groupements d'intérêt public, économique ou société par action simplifiée

GIS	Aire développement : appui scientifique et financier aux communautés scientifiques du Sud
GIP	Renater : Réseau national de télécommunications pour la technologie, l'enseignement et la recherche
GIP	Ecofor : connaissance des écosystèmes forestiers tempérés, méditerranéens et tropicaux
GIP	Médias France : changement global et impacts régionaux
GIP	Mercator Océan : prévision océanique et climatique
GIP	ANRS : Agence nationale de recherche sur le Sida
GIP	OST : Observatoire des sciences et techniques
GIE	Edctp : Plate-forme européenne d'essais cliniques
GIE	Dial : développement et intervention internationale
GIE	Génavir : gestion des navires océanographiques
SAS	Géoplante Valor

Groupement de recherche (GDR)

Marges	Dynamique des marges continentales
--------	------------------------------------

Programmes nationaux

PNEC	Environnement côtier
PNEDC	Étude de la dynamique du climat
PATOM	Atmosphère/terre/océan multi-échelles
PROOF	Processus biogéochimique dans l'océan flux
PNTS	Télé-détection spatiale
AMMA	Action programmée inter-organismes pour AMMA
	Programme Génomique des glossines
ECCO	Programme Écosphère continentale : risques environnementaux
RELIEFS	Relief de la Terre

Programmes régionaux

ZONECO	Évaluation des ressources marines de la zone économique de Nouvelle-Calédonie
ZEPOLYF	Cartographie et inventaire des monts sous-marins de la Zone économique exclusive de Polynésie française